



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 87 – mai 2018

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

## Note réactive du mois

### N° 102 – Brésil



Le Brésil dispose d'un potentiel économique considérable avec une population de 206 millions d'habitants et le 9<sup>e</sup> PIB mondial (1 800 milliards de dollars). Il est sorti de sa période de récession et une croissance soutenue est attendue pour 2018. L'OCDE estime que les réformes entreprises sont dans la bonne voie mais doivent être poursuivies, notamment en matière de maîtrise des dépenses publiques, afin que le pays optimise ses capacités. Celles-ci sont frappantes dans le domaine technologique : 58 % de la population utilise internet et plus de 100 millions de Brésiliens utilisent leurs smartphones.

[en savoir plus](#)

## Numéro spécial « Quelle gouvernance de l'action publique à l'ère numérique »

### Allemagne



**L'Intelligence Artificielle (IA) n'est pas encore très développée en Allemagne.** Ceci s'explique par l'absence de grandes entreprises à la pointe dans ce domaine, l'état d'avancement de l'Administration électronique (selon un rapport de la Commission européenne, l'Allemagne est 11<sup>e</sup> sur 28 en la matière et seule 19 % de la population a recours aux services publics en ligne), et l'utilisation limitée des données ouvertes. Cette situation pourrait changer grâce à la **création par Amazon d'un nouveau centre de recherche dédié à l'IA à l'université de Tübingen.** Cependant, de nombreux progrès doivent être réalisés au préalable comme l'harmonisation des bases de données numériques, ou la consolidation des technologies de l'information. En revanche, **de nombreux avantages sont attendus de l'introduction de l'IA au sein du secteur public,** comme partout : communication facilitée entre les services, collecte de données centralisée, prise de décision optimisée et interaction accrue entre les citoyens et le gouvernement.

[En savoir plus](#)

VMD

### Australie



Suite à une enquête réalisée en 2016 sur la disponibilité et l'utilisation des données, le gouvernement vient de publier un **plan d'utilisation des données.** Michael Keenan, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la transformation numérique, compte sur l'utilisation des données pour **renforcer la compétitivité de l'économie australienne.** Le nouveau plan possède trois caractéristiques : création d'un droit en matière d'utilisation des données afin de permettre aux citoyens de contrôler l'utilisation qui en sera faite, création d'une commission nationale des données, adaptation du cadre juridique et amélioration de la gouvernance des

données dans l'économie. Le **contrôle des données** sera confié au Trésorier (responsable de l'exécution de la dépense et de l'encaissement des recettes publiques), qui travaillera en collaboration avec des représentants des consommateurs, de la communauté technologique, des industriels, des partisans de la protection de la vie privée. La **commission nationale des données** aura pour mission de définir la politique de gestion des données, de gérer les risques, de traiter les plaintes et de contrôler le partage et la diffusion des données avec le Bureau national des statistiques.

[En savoir plus](#)

VMD

## Chine



Les **applications d'achat en ligne WeChat Pay et Alipay**, détenues par Tencent et Alibaba, deviennent des **guichets uniques pour de nombreuses démarches administratives**. Elles offrent désormais des services tels que les demandes de visas, de rendez-vous pour les formalités de mariage ou de divorce, le paiement des contraventions ou l'obtention de licences d'exploitations. La stratégie des entreprises détentrices de ces applications d'achat en ligne est d'identifier au mieux les besoins des utilisateurs en interrogeant toutes les parties prenantes afin de proposer le service le plus adapté. C'est ainsi qu'Alipay s'est intéressé aux avis des usagers des transports en commun afin d'améliorer les modalités d'achat des titres de transport. La **stratégie Internet Plus**, lancée en mars 2015, par le Premier ministre Li Keqiang offre, au sein de l'Administration publique, un cadre de développement favorable à ces nouveaux services. C'est ainsi que la ville de Guangzhou utilise l'application WeChat afin de tester l'utilisation de cartes d'identité numériques.

[En savoir plus](#)

VMD

## Djibouti



Un vaste projet de modernisation de l'Administration publique, financé par la **Banque mondiale** (crédit de **15 millions de dollars** alloué par l'Association internationale de développement), vise la **transformation numérique du pays**. Les **objectifs du projet sont multiples** : améliorer la relation avec le citoyen, favoriser l'accès des populations vulnérables aux services publics, renforcer la transparence de l'activité étatique et lutter contre la corruption, accroître l'efficacité de l'Administration et optimiser les rentrées fiscales. Afin de les atteindre, diverses mesures sont prévues. Tout d'abord, les différents registres sociaux seront unifiés afin de créer un **numéro d'identification unique au niveau national**. Un **portail dédié aux services publics** sera créé ainsi qu'un **centre de services aux citoyens (CSC)** qui jouera le rôle de guichet unique. Enfin, le recouvrement sera amélioré grâce à la mise en place de **téléprocédures fiscales et douanières**.

[En savoir plus](#)

VMD

## Espagne



Le nouveau projet de loi de finances a été publié fin avril et il prévoit une forte augmentation des dépenses sociales (notamment en raison des retraites de la fonction publique) et la suppression du déficit public d'ici à 2021. Afin d'accroître les rentrées fiscales et se conformer aux recommandations de l'Union européenne et de l'OCDE, le gouvernement espagnol a décidé d'introduire cette année une **taxe sur les services numériques**. Aucun projet de loi n'a été publié à ce stade. Cependant, si les préconisations de l'Union européenne (paquet fiscal numérique publié en avril) sont respectées, la taxe s'élèvera à **3 % des revenus bruts provenant des activités numériques suivantes** : vente d'espaces publicitaires en ligne, activités numériques intermédiaires, vente de données. De plus, cette taxe ne devrait s'appliquer qu'aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel mondial excédera 750 millions d'euros et dont le chiffre d'affaires européen sera supérieur à 50 millions d'euros.

[En savoir plus](#)

VMD

## États-Unis



En 2014, la **loi FITARA** (Federal Information Technology Acquisition Reform Act) avait confié plus de responsabilités aux directeurs des systèmes d'information (DSI) des agences fédérales américaines. Cette loi étant peu appliquée, le président Trump a décidé d'adopter un décret qui reprend la plupart de ses dispositions. Grâce à une **gestion plus agile** (ligne hiérarchique raccourcie) et une **plus grande implication dans la gouvernance des agences**, les DSI pourront mieux **accompagner le changement** et recruter plus facilement les **profils adaptés aux besoins**. Les **enjeux sont de taille** : amélioration de l'infrastructure informatique (cybersécurité, cloud, messagerie) et optimisation des moyens car le gouvernement fédéral américain consacre un budget de 90 milliards de dollars par an à l'informatique.

[En savoir plus](#)

VMD

## Finlande



Après le succès du portail *Suomi.fr* (guichet unique pour tous les citoyens), le gouvernement finlandais poursuit sur sa lancée, en introduisant un grand **plan numérique régional de 400 millions d'euros** (sous forme d'investissement en capital et de dons) qui financera des projets de 2018 à 2022. Des **adaptations réglementaires** seront nécessaires pour accompagner la mise en œuvre de ce plan, en matière de gestion de l'information et de mise en place de guichets uniques ; elles sont prévues pour 2019. Le **Conseil finlandais pour la recherche et l'innovation**, placé auprès du Premier ministre, a été créé afin de superviser la stratégie numérique nationale du gouvernement. Un des objectifs qu'il poursuit est le **développement des investissements publics et privés**, qui devraient atteindre 4 % du PIB en 2025. Un volet réorganisation accompagne la dématérialisation des services administratifs puisque le gouvernement a également initié un **projet de réforme sociale et régionale** qui vise à réduire le nombre de municipalités, créer 18 super conseils

	<p>régionaux et confier les services de santé à des centres médicaux régionaux. Cette réforme qui a pour ambition de réduire les coûts sera complétée par une refonte des processus internes, une simplification des démarches et un accroissement de la productivité des services.</p> <p><a href="#">En savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;">VMD</p>
<p><b>Géorgie</b></p> 	<p>Selon la Banque mondiale, la Géorgie dispose d'un potentiel économique important (croissance de 5 % en 2017 et une prévision de croissance de 4,5 % en 2018) qui devrait lui permettre de <b>développer l'utilisation des cryptomonnaies et de la technologie blockchain</b>. De plus, le pays dispose d'un écosystème très favorable en la matière : exonérations fiscales et faiblesse des prix de l'électricité. C'est pourquoi, <b>la Géorgie est le troisième producteur de monnaies numériques au monde et abrite l'une des plus grandes sociétés spécialisées dans le minage de cryptomonnaies au monde</b>. On constate, de ce fait, une implication des ménages (5 % d'entre eux) dans l'extraction de cryptomonnaies et <b>une utilisation accrue du blockchain afin de rendre les services publics</b> plus performants, sûrs et accessibles.</p> <p><a href="#">En savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;">VMD</p>
<p><b>Ghana</b></p> 	<p>Les employés du secteur public ont tendance à <b>falsifier leur âge à la baisse afin de repousser leur départ à la retraite</b>. Compte tenu de la forte corruption, il est, en effet, possible d'obtenir un faux certificat de naissance. Cette situation est due au faible niveau des pensions, mais aussi au manque d'aides sociales après le départ à la retraite. Cela augmente le chômage des plus jeunes et dégrade la santé des travailleurs. C'est pourquoi, <b>le centre d'études sur le vieillissement du collège des sciences humaines du Ghana (Legon) préconise la création d'une base de données informatisée du système de gestion des documents d'état civil</b>. Une mesure complémentaire pourrait permettre aux travailleurs de reporter librement l'âge de leur départ à la retraite, et il serait aussi souhaitable d'améliorer les prestations sociales accordées aux retraités.</p> <p><a href="#">En savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;">VMD</p>
<p><b>Inde</b></p> 	<p>Selon le FMI, l'Administration indienne a fait d'énormes progrès dans le <b>développement d'outils numériques en matière de protection sociale et de délivrance des services publics</b>. L'utilisation du <b>système d'identification biométrique</b>, appelé <b>Aadhaar</b>, a permis <b>d'améliorer le paiement des prestations sociales et aussi de réduire le gaspillage budgétaire</b>. En effet, en 2012, 36 % des prestations sociales n'étaient pas payées au bon bénéficiaire, car l'aide sociale était parfois détournée ou les bénéficiaires inexistants. Désormais, les transferts électroniques directs auprès de banques, contrôlés par le système Aadhaar, permettent d'éviter ce genre de déperditions.</p> <p><a href="#">En savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;">VMD</p>
<p><b>Italie</b></p> 	<p>Dans le cadre du projet SPID (système de gestion de l'identité numérique des citoyens et des entreprises), géré par AgID (l'agence pour l'Italie numérique), les 7 982 municipalités italiennes auront mis en place la <b>carte d'identité numérique</b> d'ici à la fin 2018. Cette carte disponible en 5 à 6 jours, coûte 23 euros et contient en plus des informations courantes : un certificat d'authentification, les empreintes digitales et la photo numérique du porteur. Elle permet <b>l'identification personnelle du détenteur</b> mais sert aussi à s'authentifier pour <b>l'accès aux services publics en ligne</b>. Pour le gouvernement, c'est un moyen de garantir le succès du projet d'Administration électronique, car elle <b>simplifie la relation à l'utilisateur, accélère les démarches administratives et garantit la protection des droits des citoyens</b>.</p> <p><a href="#">En savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;">VMD</p>
<p><b>Royaume-Uni</b></p> 	<p>Selon Holly Ellis, directrice de la capacité en matière numérique, technologique et de gestion des données, le gouvernement est confronté à une <b>pénurie de compétences numériques</b>. 37 profils ont été identifiés comme incontournables afin de créer un service numérique. Pour six d'entre eux dans le domaine du développement de logiciels et de la science de la donnée, le nombre de personnels qualifiés est particulièrement insuffisant. Cette <b>situation est aggravée par le Brexit</b> car il sera difficile d'embaucher des experts en dehors du Royaume-Uni et la charge de travail liée à la préparation de la sortie de l'Union européenne (UE) mobilise fortement les équipes gouvernementales. Afin de faire face à ce problème, <b>diverses solutions</b> sont apportées. La première est <b>organisationnelle et managériale</b>, elle prévoit l'organisation du <b>travail en binôme</b> entre une personne expérimentée et un junior. La deuxième porte sur la <b>formation</b>. Suite au lancement d'une campagne de sélection interne permettant de suivre un programme de formation afin de devenir gestionnaire de prestation de services, sur 150 postulants, 20 personnes ont été retenues pour travailler dans les services les plus touchés par la sortie de l'UE. De même, des modules de formation ont été créés pour les nouveaux arrivants pour deux des six profils critiques identifiés.</p> <p><a href="#">En savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;">VMD</p>

## INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MADELIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MA-DUPONT, CHARGÉE D'ÉTUDES  
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : VIRGINIE MA-DUPONT / NADINE BERNET  
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

[recherche.igpde@finances.gouv.fr](mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr) – [@Igpde\\_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)  
<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017

